

L'itinérance " rattrapée par l'ombre de Pétain

Les mots choisis par M. Macron, mercredi, ont alimenté la polémique

Ce devait être l'occasion de restaurer l'image d'un Emmanuel Macron plus impopulaire que jamais. De le montrer proche des " territoires " et à l'écoute des Français. Cela prend de plus en plus l'apparence d'un chemin de croix. Entamée dimanche 4 novembre à Strasbourg, l'itinérance mémorielle " du chef de l'Etat, organisée pour célébrer le centenaire de la fin de la première guerre mondiale se trouve chaque jour un peu plus rattrapée par les polémiques.

Mercredi 7 novembre, Emmanuel Macron s'est arrêté à Charleville-Mézières, où avait été délocalisé le conseil des ministres. L'occasion d'envoyer des signes de considération aux élus locaux, de visiter l'usine PSA de la ville ardennaise, où a été annoncé un projet industriel du groupe algérien Cevital ou de se rendre dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) à Rozoy-sur-Serre (Aisne)...

Mais de tout cela, il n'a finalement été que peu question. La faute à Emmanuel Macron, qui a alimenté, tout seul, une polémique sur Philippe Pétain, général pendant la première guerre mondiale, devenu maréchal le 21 novembre 1918. Le matin, avant le conseil des ministres, le président est interrogé sur une cérémonie d'hommage aux maréchaux de la Grande Guerre, organisée le 10 novembre par l'état-major des armées aux Invalides.

Le chef de l'Etat estime que l'hommage aux maréchaux est " légitime " et répond aux questions sur M. Pétain. " *Le maréchal Pétain a été pendant la première guerre mondiale aussi un grand soldat, c'est une réalité de notre pays, c'est aussi ce qui fait que la vie politique, comme l'humaine nature, sont parfois plus complexes que ce qu'on voudrait croire*, déclare-t-il avant d'ajouter : *On peut avoir été un grand soldat à la première guerre mondiale et avoir conduit à des choix funestes durant la deuxième.* " Si le président ne doit pas participer à cette cérémonie, son chef d'état-major particulier, l'amiral Bernard Rogel, y est annoncé.

En d'autres temps, Charles de Gaulle ou Jacques Chirac avaient tenu des analyses similaires. L'ancien maire de Paris avait déclaré en 2006, lors du 90e anniversaire de la bataille de Verdun, qu' " *un homme a su prendre les décisions qui conduiront à la victoire. Il restera comme le vainqueur de Verdun. Cet homme, c'est Philippe Pétain.* " Et d'ajouter : " *Hélas, en juin 1940, le même homme, parvenu à l'hiver de sa vie, couvrira de sa gloire le choix funeste de l'armistice et le déshonneur de la collaboration.* " Même si nombre d'historiens ont validé la vision d'Emmanuel Macron, ses mots ont provoqué de vives réactions politiques.

Le sujet avait été identifié

" *Pétain est un traître et un antisémite (...). Macron, cette fois-ci, c'est trop ! L'histoire de France n'est pas votre jouet* ", a fustigé le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, sur Twitter. " *Honorer Pétain, c'est nier la responsabilité* " de la France dans la déportation des juifs, s'est aussi indigné Francis Kalifat, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), sur BFM-TV.

François Hollande, qui avait veillé, en 2016, à ne pas prononcer le nom du maréchal lors de la

cérémonie – au côté de la chancelière Angela Merkel – des 100 ans de la bataille de Verdun, ne s'est pas privé de critiquer une nouvelle fois son successeur. *" L'histoire n'isole pas une étape, même glorieuse d'un parcours militaire, a tweeté l'ancien chef de l'Etat. Elle juge l'immense et indigne responsabilité d'un maréchal qui a délibérément couvert de son nom et de son prestige, la trahison, la collaboration et la déportation de milliers de juifs de France. "*

Des indignations balayées dans un premier temps par l'exécutif. *" La mémoire de nos soldats tombés ici mérite mieux que de mauvaises polémiques "*, s'est agacé Benjamin Griveaux à l'issue du conseil des ministres. Evoquant des *" raccourcis douteux "*, le porte-parole du gouvernement a assumé que M. Macron *" n'occulte aucun pan de notre histoire "*. *" Je ne pardonne en rien mais je ne gomme rien de notre histoire, a renchéri M. Macron plus tard dans l'après-midi. Il y a eu des hauts faits militaires, il y a eu une forfaiture durant la deuxième guerre mondiale. "*

Ce sujet très sensible avait pourtant été identifié depuis plusieurs semaines par l'exécutif. Inquiet de voir un hommage aux maréchaux de la Grande Guerre inscrit au programme des commémorations, avec la présence annoncée du président, l'Elysée avait demandé à Florence Parly, la ministre des armées, de clarifier la nature de la cérémonie. *" Nous célébrons un grand anniversaire, - mais - l'état-major n'a jamais imaginé rendre hommage au maréchal Pétain, avait-elle dit sur BFM-TV le 30 octobre. L'état-major a souhaité rendre hommage à des maréchaux qui sont aux Invalides, le maréchal Pétain n'est pas aux Invalides, donc c'est clair. "* La tombe du maréchal Pétain est en effet à l'île d'Yeu (Vendée).

" Risque de coagulation "

" La mémoire, ce n'est pas tout à fait l'histoire ", avait soufflé, il y a quelques semaines, un conseiller de l'Elysée rappelant que la considération portée au maréchal Pétain avait évolué avec le temps, passant de celle du vainqueur de Verdun à celle du traître de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher), où il avait serré, en octobre 1940, la main d'Adolf Hitler. L'Elysée semblait alors consciente des risques politiques. *" Il n'y a pas un président de la Ve République qui n'a pas su éviter, contourner les problèmes posés par cette mémoire particulière et ce sera encore le cas à cette occasion "*, avait-il assuré.

Emmanuel Macron n'a pourtant pas su trouver les bons mots pour écarter toute polémique, obligeant l'Elysée à des contorsions, afin de préserver le reste du périple mémoriel du chef de l'Etat. *" Pétain ne sera pas honoré le 10 novembre, a été obligé de repréciser plus tard dans la journée la présidence aux journalistes. Comme tous les ans, le président de la République fera déposer - cette année par son chef d'état-major particulier - une gerbe sur le tombeau de Foch. Les maréchaux Lyautey, Franchet d'Esperey, Fayolle et Maunoury verront leur tombeau aux Invalides fleuri par le chef d'état-major des armées. "* L'Elysée a également précisé que le maréchal Pétain ne ferait pas partie de *" ceux de 14 "* qui entrèrent au Panthéon en 2019 avec l'auteur Maurice Genevoix.

L'ombre de Philippe Pétain n'a pas été le seul accroc à la journée du chef de l'Etat. Tout au long de ses déplacements, M. Macron a été rattrapé par des sujets beaucoup plus actuels, notamment la hausse du prix des carburants. *" J'ai 57 ans, je ne suis jamais descendue dans la rue, lui a ainsi lancé une assistante maternelle croisée à Charleville-Mézières, devant la préfecture en milieu de matinée. Mais (...) le 17 - novembre - je vais descendre. "*

A l'Elysée, on commence à redouter que les appels à bloquer les routes ce jour-là, qui se sont multipliés partout en France, ne fédèrent des colères de natures diverses. Après le conseil des ministres, c'est une retraitée, Josyane, qui a interpellé le président aux abords du Musée de

l'Ardenne, aussi bien sur la situation des retraités que sur les *" privilégiés de l'Assemblée ou du Sénat "* ou encore sur *" les économies qui sont faites sur notre dos "*. *" Il ne faut pas agréger des choses qui n'ont rien à voir; il ne faut surtout pas tout confondre "*, lui a répondu Emmanuel Macron.

" Il risque d'y avoir une coagulation des mécontentements ce jour-là, au-delà des réactions que provoque la hausse du gazole ", confirme François Patriat, président du groupe La République en marche au Sénat.

De là à regretter d'avoir mélangé périple mémoriel et rencontres avec les Français ? *" On voulait mêler passé et présent, explique-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat. Ce sont des terres difficiles, on savait que le président serait en prise directe avec nos concitoyens et leur colère. Sinon, on aurait été en Ile-de-France ou dans l'Ouest. "*

Virginie Malingre, et Cédric Pietralunga

Élections de mi-mandat : L'ancrage du trumpisme

La démocratie *" meurt dans les ténèbres "*, clame la devise que le *Washington Post* affiche chaque jour au-dessus de son titre, depuis l'élection de Donald Trump, le 8 novembre 2016. La première leçon à tirer des élections législatives de mi-mandat, organisées mardi 6 novembre aux Etats-Unis, est précisément que la démocratie refuse de s'éteindre.

Les premiers résultats, mercredi matin, révélaient en effet une participation électorale record pour un scrutin de ce type avec, selon une estimation du *New York Times*, 114 millions de suffrages exprimés contre 83 millions en 2014. C'est le signe d'une mobilisation importante dans un climat politique certes très polarisé, mais c'est aussi une marque de confiance bienvenue dans la démocratie représentative, malgré les violences qui ont émaillé la campagne.

deuxième leçon de ces *" midterms "* est la persistance de la division profonde qui caractérise la société américaine. D'un côté, les démocrates remportent la Chambre des représentants, avec au moins vingt-sept nouveaux sièges, de l'autre les républicains consolident leur majorité au Sénat : ce n'est pas une situation nouvelle sur Capitol Hill.

Chaque camp a marqué des points. Les démocrates prennent une revanche sur la défaite d'Hillary Clinton, battue en 2016 par Donald Trump, alors qu'elle était majoritaire en nombre de suffrages exprimés, et voient arriver une nouvelle génération d'élus, parmi lesquels un nombre sans précédent de femmes et de représentants des minorités ethniques, mais ils ne réussissent pas le raz-de-marée que certains avaient escompté.

Donald Trump perd donc la majorité à la Chambre des représentants, comme cela était arrivé à ses prédécesseurs, Bill Clinton et Barack Obama, deux ans après leur élection, et, d'une certaine manière, il perd une fois de plus le vote populaire, puisque le Sénat, lui, n'était renouvelé que partiellement. Mais, en s'engageant comme jamais dans la campagne, pour laquelle il a tenu trente-

sept meetings publics à travers le pays, au cours des deux derniers mois, il a réussi à limiter les dégâts. Et, surtout, il a désormais derrière lui un parti républicain à sa main, " trumpisé ".

Le Grand Old Party a changé. Les tenants traditionnels du courant ouvert à l'immigration et internationaliste ont été éclipsés. Le sénateur John McCain est mort cet été, d'autres figures républicaines classiques ne se sont pas représentées au Congrès. Ceux qui ont sauvé leur siège, comme Ted Cruz, réélu sénateur du Texas, l'ont fait en épousant les combats incendiaires du président. M. Trump, qui a déjà réussi à faire pencher à droite la Cour suprême, peut commencer dès demain la campagne pour sa réélection en 2020 : le trumpisme est à présent ancré dans le paysage politique américain.

Cela ne veut pas dire qu'un chemin de roses l'attend dans les deux ans à venir. Ce Congrès va lui donner du fil à retordre. " *Il s'agit de rétablir les contre-pouvoirs* ", a averti, mercredi matin, la présidente de la minorité démocrate sortante, Nancy Pelosi, en revendiquant la victoire. Ces fameux *checks and balances*, qui font théoriquement la force de la démocratie américaine, vont être mis à contribution pour passer au crible toutes les initiatives prises par l'administration Trump. Les nouveaux élus démocrates auront également le pouvoir d'enquêter sur le président lui-même, notamment sur son passé fiscal, qu'il a toujours refusé de révéler. Ils seront enfin particulièrement vigilants sur la -poursuite de la procédure, menée par le procureur spécial Robert Mueller, sur les accusations d'ingérences russes dans l'élection présidentielle de 2016, une enquête potentiellement embarrassante pour Donald Trump dans la perspective de sa réélection.

Une répartition des pouvoirs plus équilibrée est, de manière générale, une bonne nouvelle pour la démocratie. Encore faut-il que les deux camps soient disposés à travailler ensemble. Compte tenu de la virulence du ton donné à la campagne par le président Trump, rien n'est moins sûr. Logiquement, la stratégie de la division va continuer à marquer la vie politique aux Etats-Unis. Elle risque simplement d'être encore un peu plus tendue, et périlleuse.

Les années élyséennes de François Hollande disséquées

Après plusieurs mois de travail et l'audition des principaux acteurs, la Fondation Jean-Jaurès publie le bilan de la période 2012-2017

Il pourrait être singulièrement masochiste, pour des sociaux-démocrates assumés, de dresser le bilan d'un président socialiste dont le mandat s'est terminé par une déroute électorale. La Fondation Jean-Jaurès (FJJ) a évité cet écueil : l'inventaire qu'elle vient de dresser du quinquennat de François Hollande ne cède pas à l'autoflagellation – et pas davantage à l'acrimonie ou à la complaisance.

Cet exercice clinique inédit a été mené pendant plusieurs mois au sein d'une huitaine de séminaires thématiques consacrés à tous les aspects de la politique gouvernementale. Il a mobilisé plus de soixante chercheurs, analystes mais aussi des acteurs de premier plan de cette période (parmi lesquels Jean-Marc Ayrault, Bernard Cazeneuve, Benoît Hamon, Pierre Moscovici, Laurent Berger, Jean-Christophe Cambadélis, Myriam El Khomri, Marisol Touraine, Michel Sapin, Olivier Faure...). En outre, il a été ponctué par une réunion publique qui a donné l'occasion à François Hollande de livrer sa propre relecture de ses cinq années élyséennes. L'ensemble a été coordonné par Alain Bergounioux, historien du socialisme, et Gilles Finchelstein, directeur général de la fondation.

" Procès en trahison inévitable "

Le copieux rapport qui en résulte (consultable sur le site de la fondation) témoigne d'une exigence de lucidité. Le premier constat est cruel : "*Beaucoup a été fait*" pendant cinq ans, mais "*peu a été mémorisé*" et encore moins défendu lors de la campagne présidentielle de 2017.

Le rappel des réformes réalisées est en effet éloquent : par exemple, le mariage pour tous, l'accord sur le climat à la COP 21, le non-cumul des mandats, le compte personnel d'activité, la Banque publique d'investissement, la mise en place des zones de sécurité prioritaire, l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail, la création de 54 000 postes supplémentaires dans l'éducation nationale et celle de 150 000 emplois d'avenir, la généralisation du tiers payant, la réforme territoriale et bien d'autres mesures économiques, sociales ou sociétales.

Quant aux résultats économiques globaux, ils sont tout sauf négligeables : un déficit public ramené de 5,2 % à 2,7 % du produit intérieur brut (PIB), la Sécurité sociale pratiquement à l'équilibre quand elle accusait un déficit de plus de 17 milliards d'euros en 2012, la croissance finalement relancée et même, en bout de course, le début de décrue du chômage. Mieux, souligne Gilles Finchelstein, "*l'action a été largement conforme au programme*" du candidat Hollande.

Pourtant, "*la perception est diamétralement opposée*". Tout y a contribué. D'abord un premier semestre qui a d'emblée -imprimé une marque indélébile sur le reste du quinquennat. L'ampleur sous-estimée de la crise économique, le respect assumé des engagements européens et l'effort annoncé de restauration de la compétitivité des entreprises françaises ont rendu, dès l'été 2012, l'équation budgétaire impossible.

Les conséquences ont été calamiteuses pour la "*crédibilité*" présidentielle : une ponction fiscale brutale et le "*ras-le-bol*" immédiat des contribuables, le renoncement à la promesse de renégocier le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance signé par Nicolas Sarkozy et les autres chefs d'Etat européens en mars 2012 (qui a immédiatement rouvert la fracture ancienne du Parti socialiste en la matière et semé les germes des frondes ultérieures), enfin la promesse consolatrice mais irréalisable d'inverser la courbe du chômage en l'espace d'un an.

Quatre ans plus tard, l'année 2016 ajoutera à ce choc initial, aux déconvenues intermédiaires et au traumatisme des attentats djihadistes de 2015, une "*rupture idéologique*" irrémédiable provoquée d'abord par la proposition sur la déchéance de la nationalité, ensuite par la préparation, le contenu et l'adoption aux forceps de la loi travail. Dans les deux cas, le "*procès en trahison des valeurs de la gauche*" était inévitable.

" Surenchère sans fin "

Au-delà du réexamen critique des épisodes les plus marquants du quinquennat, la FJJ pointe une autre faiblesse structurelle. Qu'il s'agisse de la politique économique de l'offre, mal assumée jusqu'en 2014, ou de la plupart des politiques publiques dont le rapport fait un bilan précis (éducation, écologie, laïcité, sécurité, justice, immigration, aménagement du territoire, institutions, culture...), l'action menée s'est focalisée sur des mesures éparses sans s'inscrire dans une cohérence d'ensemble et une vision mobilisatrice.

Revient sans cesse, sous la plume des rapporteurs, l'absence d'un "*récit*" convaincant capable de donner sens aux réformes. Ce n'est qu'accessoirement affaire de communication, mais plus

gravement de " *gouvernance* " et de " *pratique chaotique du pouvoir* ". La responsabilité de M. Hollande en la matière est " *éminente* ", note sans ménagement le rapport : il " *n'a trop souvent pas pu, ou plus sûrement pas voulu, imposer des choix, voire indiquer ses choix* ". Ce " *défaut d'autorité* " a été d'autant plus dommageable qu'aucun dispositif de " *pilotage efficace de la fabrique de la décision politique entre l'exécutif, le Parlement et le parti* " n'a été mis en place.

Mais la Fondation Jean-Jaurès fustige également " *un excès d'irresponsabilité collective* " de la part de tel ou tel partenaire social (patronat et CGT notamment), des Verts et, d'abord et avant tout des socialistes, au premier rang desquels les " *frondeurs* " qui, " *emportés dans une surenchère sans fin* ", ont contribué à convaincre " *que les socialistes étaient divisés sur tout, y compris sur l'essentiel* ".

Plusieurs des acteurs auditionnés, ajoute enfin le rapport, " *ont insisté sur la faiblesse intellectuelle du PS durant les dix années d'opposition. (...) La gauche de gouvernement a insuffisamment repensé quelques problématiques clés* ", qu'il s'agisse du rapport à l'économie, de l'Europe ou de l'islam.

Alain Bergounioux est plus cinglant encore : " *Les divisions fortes qui ont porté atteinte à la crédibilité gouvernementale, les ambitions sans retenue qui ont tenu l'intérêt collectif comme quantité négligeable, les hésitations, tactiques ou non, de François Hollande qui a voulu garder le plus longtemps possible ouvertes toutes les options politiques, ont fait éclater les contradictions à un point jamais atteint depuis 1981 et ont conduit à la décomposition du PS.* " Le reconnaître et le comprendre, ajoute-t-il, est " *le fondement d'une reconstruction intellectuelle et politique* ". On mesure l'ampleur de la tâche.

Gérard Courtois